

ALGÉRIE : le vrai conflit, la nature du parti

FAISANT état de « divergences fondamentales » sur l'opportunité de réunir un congrès F.L.N. avant l'expiration du mandat de l'Assemblée constituante, Mohamed Khidder annonçait, le 17 avril, sa démission de secrétaire général du bureau politique. Il restait membre de cet organisme à la tête duquel il était aussitôt remplacé par le président Ben Bella.

Le « Monde » daté des 21-22 avril publie une déclaration de Khidder disant à la fois qu'il n'y a pas eu de « conflit grave » entre Ben Bella et lui et qu'il s'est retiré pour éviter à son pays « le risque d'un affrontement ».

A en juger par le discours de Ben Bella du 3 avril et par la conférence de presse de Khidder du 10 avril, il semble qu'il y ait divergence sur la conception du parti à construire au sein de la direction de la Révolution algérienne. Ce n'est sans doute pas la seule. Mais l'importance du F.L.N. — parti unique — dans le contexte algérien lui donne un caractère essentiel. Le problème du parti est d'ailleurs toujours important. La scission bolcheviks-mencheviks s'est faite sur cette question. C'est aussi en grande partie sur les problèmes du parti qu'ont porté les divergences au sein de la direction de la révolution russe en 1923, au moment où Trotsky réclamaient un « cours nouveau ». Enfin, si Castro a chassé Escalante de la direction des Organisations révolutionnaires intégrées, c'est parce que, selon ses propres termes, il y construisait non un parti révolutionnaire, mais « un tas de fumier ».

Ben Bella veut un parti qui soit « une minorité d'avant - garde, encadrant les adhérents des organisations nationales et syndicales... les volontés populaires, les énergies tendant à l'édification d'une société socialiste et révolutionnaire ». Pour cela, 100.000 militants lui suffisent. Mais il faut que ce soient des militants et non de simples adhérents ou des sympathisants. Il veut un parti de cadres, non seulement pour asseoir les bases du socialisme en Algérie, mais aussi dans la perspective du développement de la révolution dans toute l'Afrique — où la révolution algérienne apporte un soutien actif aux forces qui luttent contre le colonialisme, en Angola notamment — et dans le monde arabe où, dit Ben Bella, « il s'agit avant tout de se débarrasser de ces « canailles » que sont l'émir Badr et Ibn Séoud ».

Khidder — qui chiffre l'effectif actuel du F.L.N. à 250.000 membres — défend la conception du parti de masse.

« Le prochain congrès du F.L.N., dit-il, ne sera pas le congrès des responsables du parti F.L.N. tel qu'il existera au moment où se tiendra le congrès, mais le congrès de

tous les responsables révolutionnaires où qu'ils se trouvent, soit au sein du parti, soit en dehors. » Et il ajoute : « Les responsables du parti ne se trouvent pas tous au parti. Il y en a dans les ministères, dans les administrations, dans les ambassades, et d'autres que nous n'avons pas encore détectés. »

C'est à un congrès issu de ce regroupement des « responsables de la révolution » aujourd'hui dispersés — dans et hors du F.L.N. — que Khidder voudrait confier le soin d'examiner la Constitution avant qu'elle ne soit soumise au vote de l'assemblée chargée de l'élaborer.

Dans ces conditions, la question de la date du congrès — motif officiel de la démission de Khidder — apparaît comme relativement secondaire. Et il est clair que des militants qui souhaitent la réunion rapide du congrès du F.L.N., comme c'est le cas, d'après Khidder, du colonel Boumédiène, peuvent en même temps, sur la question de la nature du parti à construire, adopter la position du président Ben Bella.

Albert Roux.